

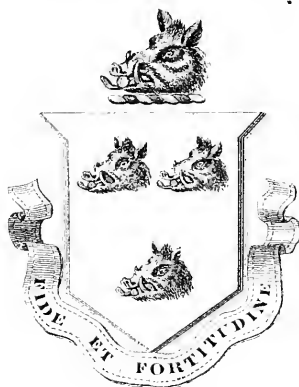
Accessions

159.822

Shelf No.

XG 3656.14

Barton Library.

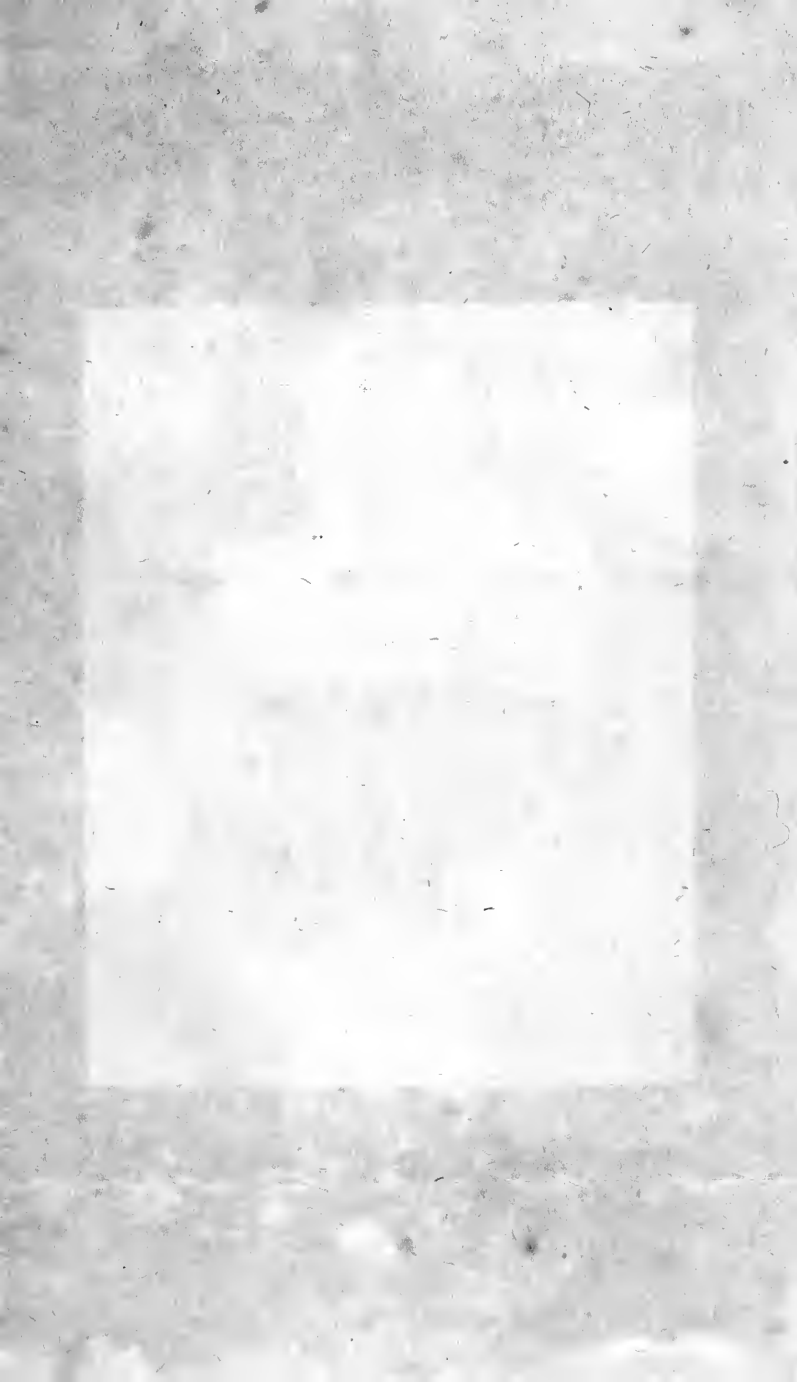


Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.

Received. May. 1873.

Not to be taken from the Library!



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library





2
VOULEZ-VOUS

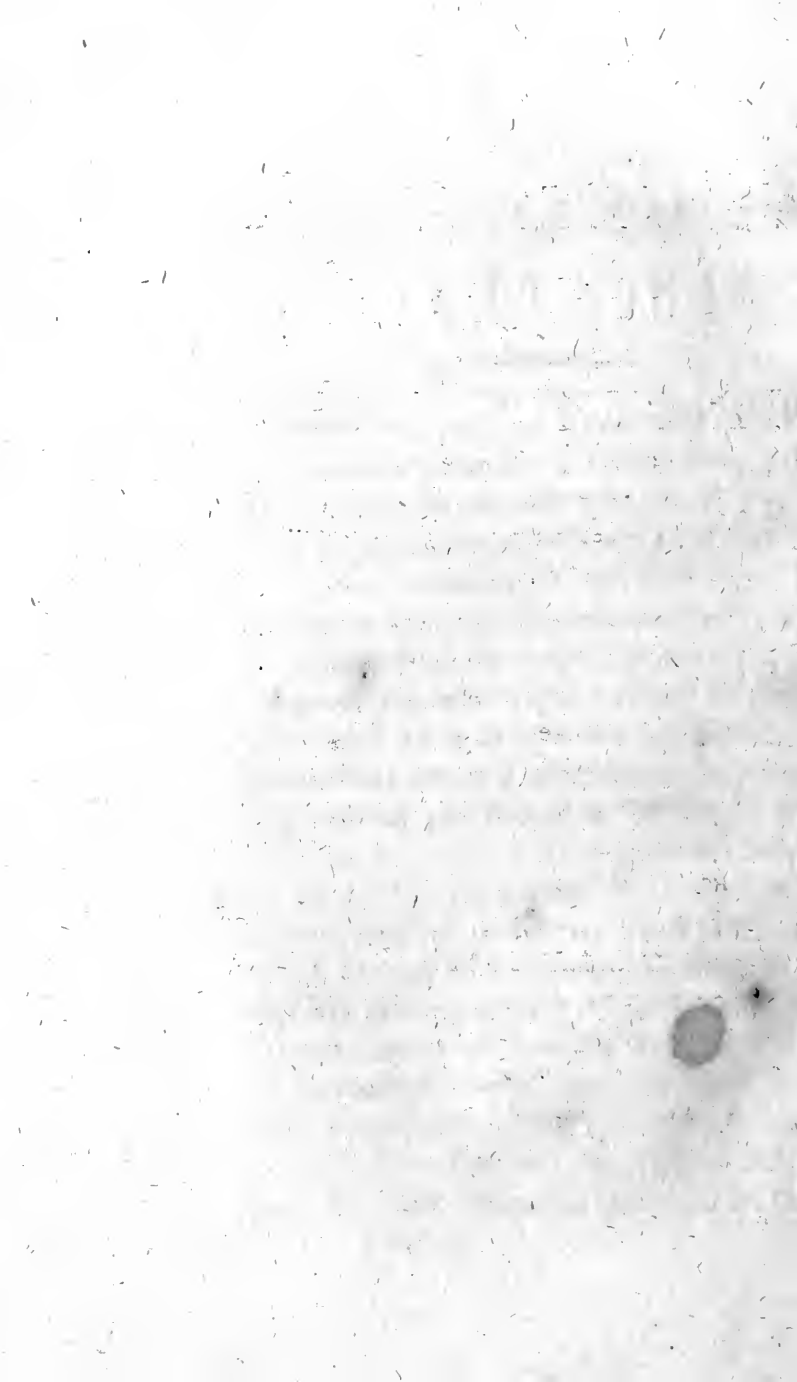
SAUVER L'ÉTAT?

PRENEZ ET LISEZ.

Nesciunt enim quid faciunt.

A P A R I S.

1790.





PRENEZ ET LISEZ.

NON, MM. les Impartiaux, ne l'espérez pas ; quelque facile à tromper que soit le bon peuple de France, vous ne parviendrez pas à le séduire. Votre masque patriotique ne vous servira de rien : on vous connoît ; vous êtes ces tristes Sénateurs déjoués dans leurs projets, qui s'étoient flattés de s'asseoir dans la Chambre haute, & d'y devenir les heureuses fouches d'une nouvelle race de Patriciens. Vous êtes les exécuteurs de ce vaste projet enfanté par Brienne, corrigé, perfectionné depuis son départ.

Abaisser la Noblesse , détruire les Parlemens & le Clergé , anéantir l'autorité royale , & renverser ces antiques colonnes du Gouvernement François ; tels étoient les préliminaires du plan qu'on avoit formé. Le but étoit de ramener ces temps désastreux où le Maire du Palais , choisi par la Nation , assis auprès du Roi , gouvernoit sous son nom.

Deux Chambres servoient à diviser l'Assem-

blée, à y faire régner la haine & la jalousie : point de troisième Chambre pour terminer leurs débats ; le nouveau dépositaire du pouvoir exécutif restoit le seul arbitre, devenoit le juge suprême de leurs discussions.

Les villes favorisées par la répartition, & qu'on avoit eu soin d'armer, asservissoient les campagnes, malheureuses, opprimées, mais sans armes & sans forces. Les villes, à leur tour, étoient soumises par ce pouvoir législatif, qui ne tenoit dans ses mains le sabre de l'armée, que pour l'employer au gré du Ministre qui conduisoit son bras.

Les deux cents Sénateurs viagers (1) obéissoient à sa voix ; il les contenoit par la crainte : les restes des deux premiers Ordres étoient toujours là pour les effrayer, l'espoir les enchaînoit encore au char de la divinité, toutes les graces dont les vieux courtisans avoient été dépouillés, devenoient leur par-

(1) M. Necker & ses amis ont la manie des fonds perdus ; rentes viagères, Noblesse viagère, Sénat viager ; dans leur système tout doit être à vie. Ce grand homme, fidèle à son système, trop philosophe pour s'occuper de la postérité, se contentoit d'une gloire viagère ; il se croyoit sûr d'en jouir ; mais malheureusement le public commence à lui faire banqueroute.

tage : la dérogeance abolie , les préjugés détruits offroient à leurs familles ces places lucratives , ces emplois de Finance que leur désintéressement ne craignoit pas ; le commerce , qui dégénère bientôt en monopole , quand l'homme en crédit s'en empare , le commerce leur présentoit une nouvelle source de richesses ; ils étoient bien payés de l'abandon de leurs privilèges ; les abus renaissoient ; mais ils ne renaissoient que pour eux , & deux cents Rois épuisoient la France.

Dès le mois de Décembre 1788 , on cherchoit des suffrages pour faire passer ce projet ; on écrivoit dans les Provinces à ceux qu'on désiroit de s'affocier ; on leur mandoit : *Réunissez-vous à nous , nous détruirons le Clergé , nous prendrons ses biens , nous établirons une Chambre haute.* On laissoit entendre aux Néo-phytes qu'ils seroient décorés de la robe sénatoriale. Quel domnage que la Chambre haute soit rejetée sans retour ! quel domnage , Messieurs , que vous n'ayez pas réussi à vous y placer ! Les Aristocrates , si souvent trompés , ont cependant aperçu le piège trop grossier que vous leur tendiez. Les enragés , anciens partisans du Ministre , mais qui déjà se sentoient assez forts pour secouer son joug ,

qui ne se soucioient de combattre , ni pour lui , ni pour vous , & qui vouloient garder pour eux-mêmes le fruit de leurs travaux ; les Enragés , réunis aux Aristocrates , ont étouffé votre Sénat avant qu'il fût né ; & ce service qu'ils ont rendu à la Patrie , doit servir à excuser une partie de leurs fautes ; vos Chefs effrayés vous ont abandonnés.

Ce M.... si grand dans sa Province , si petit dans l'Assemblée Nationale , s'est enfui de désespoir : il se flattoit de trouver dans les montagnes du Dauphiné , des secours pour sa Chambre haute : trompé dans son attente , le malheureux n'a pas osé reparoître.

Son camarade , qui s'enfuyoit , disoit-il , pour mieux combattre , qui promet toujours de dénoncer , & ne dénonce jamais , qui n'ose pas dire ce que vingt brochures ont publié , ce que tout le monde sait , L** est moins à plaindre , l'amour l'accompagne dans sa fuite , l'amour essuie ses larmes ; métamorphosé pour lui en garde-malade , il prend soin de cette foible santé , épuisée par les fatigues de la Tribune.

Le Député d'Auvergne que vous reconnoissez pour Général , & qui vous a servi de Secrétaire , M** , connu dans les Colo-

nies pour avoir voulu y établir le régime fiscal, connu au Contrôle général par le traitement de 20,000 liv. qu'on lui accorda en 1771, en attendant mieux, connu des Colons & des amis des Noirs., pour avoir professé tour à tour les doctrines opposées, qui, n'ayant pu succéder au Ministre, s'est réduit prudemment à devenir son premier commis, à jouer le rôle de recruteur du Sénat; M** qui avoit voulu se sauver en Provence, a été forcé de vous rester.

Vous avez vu ces N.... dont la cabale n'a vu pendant long-temps, dans le bouleversement du Royaume, qu'un moyen innocent de culbuter les Polignac, & de les remplacer.

Vous avez ce Prince, qui, comblé des graces de son Maître, Capitaine des Gardes, Gouverneur de Versailles, a vu de sang froid enlever son Roi & son bienfaiteur du Château confié à sa garde.

Vous avez ce Bergasse qu'on peut caractériser d'un mot, en rappelant que c'est le seul homme que Beaumarchais ait le droit de mépriser.

Est-ce parmi ces Messieurs, que vous comptez *des Législateurs aussi savans que ceux qui viennent de faire un Gouvernement tout neuf?*

Est-ce parmi eux que vous trouverez ces calculateurs habiles qui *donneront un plan de Finance, si le Comité ne se dépêche pas ?*

Pourquoi ces génies supérieurs gardent-ils donc l'incognito depuis l'ouverture des Etats Généraux ? Pourquoi n'éclairent-ils pas l'Assemblée par des motions lumineuses ? Pourquoi ne nous présentent-ils pour échantillon que ce petit manifeste en style tristement bouffon, où ils se déclarent une *puissance indépendante* ?

Vous nous assurez que vous n'êtes pas du nombre des Enragés (1) ; avec qui votiez-vous donc quand ces Messieurs ont fait passer les décrets qui leur ont mérité ce nom ? Avouez-le de bonne foi, l'intérêt vous attache à eux ; mais un plus grand intérêt vous en sépareroit facilement.

Vous n'écrivez pas dans vos Provinces de brûler les Châteaux & d'en massacrer les Propriétaires ; grâces vous soient rendues de cet excès de bonté ; mais vous êtes-vous opposés aux motions qui ont produit ces horribles effets ? N'avez-vous pas contribué à armer

(1) L'exemple de cent cinquante Députés nous permet d'employer cette expression.

cette multitude sans chef, sans discipline, qui ne connoît pour règle que les passions & les préjugés, & dont les têtes sont encore exaltées par les soins de vos faiseurs de révolutions ?

Vous vous glorifiez d'avoir été inscrits sur les listes de proscription ; quelques - uns de vous assurent même qu'on a voulu les traiter comme les Foulons & les Berthiers.

Messieurs les impartiaux, vous vous vantez, personne ne vous a fait l'honneur de songer à vous pendre ; mais vous aviez peur, on s'en apercevoit ; & en vous parlant de la lanterne, on s'affuroit de vos suffrages.

Vous vouliez une révolution ; mais vous *eussiez désiré d'employer vingt ans à détruire* ; vous vouliez favoriser ce plaisir délicieux : j'avoue de bonne foi que j'aime mieux les Enragés ; s'ils bouleversent un Royaume dans une minute, s'il ne leur faut que se lever ou s'asseoir une douzaine de fois pour ruiner une grande Ville, pour faire le malheur de 24 millions d'hommes, ils ont du moins l'humanité de ne pas faire languir les patients ; mais suspendre le glaive pendant vingt ans, frapper sans cesse, sans achever jamais, c'est le comble de la barbarie. Je conçois que, tranquillement assis sur les bancs du Sénat,

vous auriez regardé avec une philosophique indifférence les malheureux que vous eussiez mis à la-torture ; mais croyez-vous qu'on vous eût laissé faire ? La contagion de la folie se répand avec rapidité ; mais elle se guérit de même ; & je doute que la légèreté françoise eût laissé à votre gravité le temps de nous guillotiner à son aise.

Le Clergé vous doit les plus sincères remerciemens : que vous êtes bons de ne vouloir lui prendre que 400 millions & toutes les abbayes ! Votre modération n'est cependant pas sans exemple. Cartouche se contentoit de partager honnêtement avec les passans, qu'il détrouffoit.

Ce qui me plaît sur-tout, c'est l'utile emploi que vous ferez des biens que vous avez pris au Clergé ; ils acquitteront tout juste les petits frais qu'occasionne l'heureuse révolution à laquelle vous avez coopéré ; je les ai calculés , & ils montent au moins à 400 millions (1) : si quelque mauvais citoyen s'avise de croire que c'est trop cher, vous leur répondrez que cette somme n'est rien, qu'il ne vous en coûte qu'un décret pour vous la procurer.

(1) Voyez le rapport de M. de Canteleux.

Votre intention, dites-vous, est d'assurer d'abord les frais du culte & la subsistance des Ministres, ainsi que celle des pauvres, tout autrement que par des calculs hypothétiques.

Mais comment vous y prendrez-vous ? Que restera-t-il au Clergé, après que vous aurez aboli les Dixmes & vendu pour 400 millions de biens ecclésiastiques ; après que vous aurez par conséquent diminué ses revenus d'environ 100 millions, tâchez, s'il vous est possible, de me prouver que le reste suffira pour payer les pensions des Curés, qui, sur le pied de 1200 liv. monteront, pour quarante mille Paroisses, à 48 millions ; pour acquitter les pensions des Vicaires, qui monteront à la moitié de cette somme ; pour payer encore celles de cinquante mille Moines ou Religieuses, qui, sur le pied de 800 liv. par tête, formeront une somme de 40 millions.

Je ne vous parle, comme vous voyez, ni des Chanoines, ni des Abbés, ni des Evêques, ni des Archevêques ; vous répondriez que ces Aristocrates ne valent pas la peine qu'on s'en occupe : je ne vous parle même pas des dettes du Clergé, que vous ferez obligés d'acquitter ; cependant nous trouvons déjà plus de 200 millions de revenus détruits ou

consacrés à la subsistance des Ministres de la Religion. L'infailible Necker n'a estimé les biens du Clergé qu'à 130 millions de rente; il vous en manque par conséquent soixante-dix. Comment vous procurerez-vous ensuite les sommes immenses dont vous aurez besoin pour pourvoir aux dépenses du culte & à la subsistance des pauvres ? Les imposerez-vous sur le Peuple ? Vous flatterez-vous qu'il consente à payer deux fois plus d'impôts, quand vous lui avez annoncé les plus grands soulagemens ; vous dissiperez, en lui manquant de parole, l'aveuglement que vos promesses avoient produit, & son réveil sera terrible.

Vous promettez de vous opposer à la destruction de l'Ordre de Malte : eh ! n'est-il pas déjà détruit, anéanti par l'abolition des dixmes, qui formoient son principal revenu ? Que lui offrirez-vous à la place ? Des assignats sur la contribution patriotique. Le bon billet qu'a la Chatre !

Vous annoncez aux Parlemens que leur dernière heure est arrivée ; vous leur dites qu'il faut se résigner & faire une belle mort ; & c'est avec cette légereté que vous déclarez à deux mille Citoyens que vous allez leur enlever leur état ; & c'est avec cette légereté

que vous annoncez à la Nation que vous dépouillerez les Molé, les d'Aguefseau, les d'Ormesson, les Séguier, pour donner leurs places aux Barnave, aux Chapelier, aux Robespierre, à ce tas d'hommes inconnus ou mal famés que vous destinez à devenir les juges de nos fortunes, de nos vies, de notre honneur.

Mais que dis-je ? Ce ne sont pas les robes de ces dignes magistrats que vous revêtirez vos Collegues ; ce sont les habits d'emprunt que portèrent les Goesmann, les Quirot & les Raymonds, que vous leur réservez. N'oubliez pas, en leur accordant cette nouvelle décoration dont ils sont si dignes, n'oubliez pas de leur dire qu'elle ne rend pas inamovible.

Vous annoncez que vous voulez rembourser les Magistrats actuels ; vous êtes, en vérité, trop équitables : quoi ! réellement vous vous bornerez à les dépouiller de leur état, vous ne leur volerez pas leur argent ? Quelle générosité !

Vous voulez que désormais la justice soit gratuite : mais dites-moi, je vous prie, qu'entendez-vous par cette expression ?

Vous laissez subsister les honoraires des

Avocats, les taxations des Procureurs, des Greffiers, des Huissiers, les droits de Greffe ; ceux de Contrôle, de formules, &c., c'est-à-dire, les neuf dixièmes des frais de procédures ; vous devez même être très-sûrs que, si les Secrétaires des anciens Magistrats recevoient de petites gratifications, ceux qui occuperont leurs places ne seront pas moins intéressés.

Vous vous bornez donc à supprimer les épices que percevoient les Juges ; mais ces épices, réunies aux gages que le roi leur payoit, ne formant pas l'intérêt de la finance de leurs charges, ces Magistrats devoient être regardés comme des créanciers de l'Etat, qui avoient prêté leur argent à très-bas intérêt, & qui s'étoient obligés, de plus, à rendre la justice à leurs concitoyens, sans exiger aucuns émolumens.

Pour appuyer ce raisonnement par un exemple qui ne soit pas suspect, je citerai le Parlement de Paris.

Les finances des charges des Présidens à Mortier, Conseillers, Avocats-généraux & Substituts, montent à 13 millions ; ils recevoient tout au plus 150,000 liv. de gages ; les épices ne se sont jamais élevées à 400,000 l.

par an ; ces deux sommes réunies, montant à 5,50,000 liv., ne forment que l'intérêt de 13 millions, à quatre & un quart pour cent.

Les Magistrats du Parlement de Paris ne recevant même pas l'intérêt de leur argent au taux ordinaire, rendoient donc la justice gratuitement à la sixième partie des habitans du Royaume.

Ce que je viens de dire du Parlement s'applique également aux Tribunaux inférieurs ; les finances des offices de deux cents Bailliages qui sont sous le ressort de Paris, montent à plus de 20 millions. Le centième denier que payent ces Officiers, absorbe leurs gages : les épices qu'ils percevoient ne s'élevoient pas à 200,000 liv.

Loin d'être payés, ils achetoient donc le droit d'être utiles à leurs concitoyens, par le sacrifice d'une partie considérable de revenu que leurs capitaux leur eussent procuré. Les Juges qui composoient & les tribunaux inférieurs & les cours souveraines, rendoient donc la justice gratuitement.

Voyons maintenant ce que produira le changement que vous projetez. Vous comptez accorder des émolumens aux nouveaux Juges, bien sûrs de n'en pas trouver sans cette con-

dition : ces gages vous coûteront au moins 200,000 livres pour chacun des tribunaux souverains.

Vous en établirez six dans le ressort du Parlement de Paris ; cet objet de dépense s'élèvera donc à 1,400,000 l.

Les appointemens des Juges inférieurs monteront au moins à .. 2,400,000 l.

La Justice gratuite, dans le seul ressort de Paris, coûtera donc... 3,600,000 l.

Dans le calcul des sommes que vous aurez à rembourser aux Juges qui seront supprimés, il ne faut pas oublier les offices des Tribunaux d'exception, dont les finances montent à une somme au moins égale à celle que je viens de compter pour le Parlement & pour les Bailliages Royaux.

Ces remboursemens s'élèveront par conséquent, savoir :

Pour le Parlement, à..... 13,000,000 l.

Pour les Bailliages royaux, à. 20,000,000 l.

Pour les Tribunaux d'exception, à 33,000,000 l.

Total. 66,000,000 l.

Vous

Vous ferez obligé de payer à cinq pour cent l'intérêt des fonds que vous emprunterez pour acquitter ces remboursemens ; ces intérêts coûteront donc annuellement à la Nation 3,600,000 l.

Il faut y ajouter le montant des gages attribués aux nouveaux Juges, & qui s'élèveront, comme je l'ai observé, à 3,300,000 l.

Les dépenses annuelles qu'occasionnera l'établissement du nouvel ordre judiciaire dans le ressort du Parlement de Paris, coûteront par conséquent à la Nation 6,900,000 l.

Les épices & les gages ne montoient pas pour tous ces Tribunaux à deux millions, la Nation y perdra donc quatre millions, & le ressort de Paris ne formant que la sixième partie de la France, ce fera 24 millions que le Royaume aura de plus à payer : ainsi, la justice, que vous voulez appeler gratuite, nous coûtera 24 millions de plus que celle que vous prétendiez être achetée si cher. La seule différence que j'y vois, c'est que l'homme tranquille, qui évite les procès, paiera pour le chicaneur qui s'amuse à inquiéter ses voisins ;

est - ce ainsi que vous réformez les abus ?

Vous me répondrez sans doute que les nouveaux Juges , au lieu d'acheter leurs charges , seront élus par les peuples , & que cet avantage est inestimable.

Mais les suffrages des Electeurs sont-ils toujours un sûr garant du mérite ? C'est à vous, Messieurs, qui passez votre vie au milieu de mille Députés élus par les Bailliages ; c'est à vous, dis-je , que je m'adresserois pour le demander , si vous n'aviez répondu d'avance à cette question par les différens portraits que vous avez faits de l'Assemblée nationale. Voici comme vous vous exprimez en parlant des Membres qui la composent.

Ces Messieurs qui frappent du pied , battent des mains & font des Lois à la clameur de Haro , nous leur laissons tous les honneurs du spectacle qu'ils donnent tous les jours gratis aux galeries.

Nous ne faisons point , ajoutez vous encore , le serment de nous lever & de nous asseoir au commandement d'un Officier-Major qui fait l'exercice à la Prussienne.

Ces Messieurs, qui donnent aux galeries un spectacle qui n'est pas aussi gratuit que vous le prétendez ; ces Messieurs qui font des Lois

à la clameur de Haro ; ces soldats qui font l'exercice sous le commandement d'un Major , ne sont sûrement pas ces pauvres Aristocrates , qui , depuis le commencement de l'Assemblée , n'ont pas fait un décret , qui n'ont jamais su ni se concerter , ni se réunir. C'est donc le côté de la gauche du Président que vous avez peint jusqu'ici.

Mais bientôt c'est l'Assemblée entière que vous désignez , en déclarant que *votre bataillon est ouvert pour recevoir un Aristocrate pénitent ou un Enragé converti ;* c'est ainsi que , donnant à une partie des Représentans de la Nation ce nom d'Aristocrate , que le peuple regarde comme synonyme de traître à la Patrie , vous réservez pour le reste le titre d'Enragé ; je n'ai rien à dire sur cette épithète énergique que le Public semble leur avoir consacrée , je remarque seulement que votre Secrétaire , parlant au nom de 150 Députés de la Nation qui ne sont point Aristocrates , & adoptant cette expression , nous permet de penser qu'elle est bien méritée.

Tel est donc le résultat des élections de la France entière. Une petite troupe d'Aristocrates , cinq à six cents Enragés , & cent

cinquante Impartiaux, qui se disent des *êtres très-raisonnables*. Qu'on juge si de pareils choix peuvent nous faire espérer que l'élection composera nos Tribunaux d'une manière satisfaisante.

Ceci me rappelle ce qui m'est arrivé l'autre jour dans une des galeries. J'étois auprès de deux personnes dont les discours me prouvèrent que l'une d'elles étoit ce qu'on appelle un Aristocrate, & l'autre un Démocrate : après un de ces momens d'agitation si fréquens dans votre Assemblée, le premier dit à son voisin : « Si vous aviez un procès dont » le fonds fût seulement de deux mille écus, » voudriez-vous qu'il fût jugé par ces Messieurs ? » Le Démocrate, après avoir réfléchi un instant, répondit à demi-voix : « Non, je ne voudrois pas d'un pareil Tribunal ». Il faut l'avouer, ajouta-t-il, il est affreux de penser que ce sont des hommes d'une ignorance, d'une incapacité, & d'une indécence scandaleuse, qui décident chaque jour du destin de la France. J'avois trouvé cette réponse trop hardie ; mais j'avoue que les portraits que vous faites de vos collègues, fussent pour la justifier. Combien ces portraits ne doivent-ils pas être ressemblans,

quand ce sont les Impartiaux qui les tracent eux-mêmes.

Vous désirez, dites-vous, que la paix & la tranquillité se rétablissent ; pouvez-vous l'espérer, quand on a tout fait pour la bannir ? Quelle paix, quelle tranquillité peut-on attendre, dans un Royaume où 300,000 hommes, qui n'ont jamais connu la subordination, qui n'obéissent qu'autant qu'ils le veulent, qui n'ont pour chefs que des hommes qu'ils ne respectent pas ; quand tout le peuple des villes est armé ; quand ce peuple, enivré de fanatisme, trompé par de vils imposteurs, ne voit autour de lui que de prétendus ennemis ; quand il ne rêve que complots & conspirations ; quand on lui a inspiré la haine la plus violente contre tous ceux qu'il avoit aimés, estimés, honorés jusqu'à ce jour ?

Quatre cent cinquante mille soldats ou bourgeois armés sont maîtres de se livrer à tous les excès imaginables ; il n'existe plus ni force, ni autorité qui puisse les contenir. Répondez, Messieurs ; leur opposerez-vous vos Décrets ? Le peuple ne leur obéit que quand ils flattent ses passions ; vous ne pouvez ni empêcher

l'exportation des blés, ni déterminer les contribuables à payer les impôts.

Comment pouvez-vous donc espérer que la paix se rétablisse ? Vous comptez sur les Municipalités pour rétablir la perception ; vous y comptez en vain. Voyez l'exemple de Saumur ; voyez Paris lui-même ; le dernier Folliculaire ose braver l'Hôtel-de-Ville ; il ne peut pas supprimer un Libelle ; il faut du canon pour mettre les juges en sûreté : insultés dans les Tribunaux, menacés dans leurs maisons, ils sont obligés de vous demander une fauve-garde. Cependant Paris est la ville où les Milices nationales sont le mieux composées.

Vous conseillez à ces Milices de quitter leurs mousquets, de retourner à leurs ateliers, à leurs boutiques. Vous persuaderez sans peine les hommes sages, les citoyens honnêtes, ceux enfin entre les mains desquels on peut, sans danger, laisser des armes : mais cette foule aveugle, fanatique, ces jeunes gens que le goût de l'oïveté & du libertinage a conduits à ce nouveau métier, ces hommes dangereux mépriseront vos conseils.

Vous êtes, dites-vous, les amis de la paix, & vous souffrez que chaque matin on inonde

la Capitale de Libelles, où, sous le nom d'Aristocrates, on dévoue à la mort la Noblesse & le Clergé, les Ministres de la Religion & les guerriers qui ont versé leur sang pour la Patrie? Vous ne pouvez ignorer que ce n'est pas à eux seuls que les fanatiques ou les brigands en veulent aujourd'hui; vous savez que le massacre qui se renouvelle dans les Provinces, s'étend sur les bourgeois, sur le peuple lui-même : on vous a dénoncé ces excès, quelles précautions prenez-vous pour les réprimer?

Si vous desiriez réellement la tranquillité du Royaume, il falloit vous opposer avec force à ceux qui l'ont détruite; il ne falloit pas contribuer à exciter le désordre : mais aujourd'hui le mal est fait, & vos stériles conseils ne le répareront pas : le temps seul, en dissipant l'aveuglement funeste où on a plongé le peuple, le temps seul lui prouvera qu'il a été la dupe des plus infâmes impostures. Mais combien de crimes, combien de malheurs avant que ce moment arrive !

Le Comité des Recherches & tous les complots qu'il a imaginés, ou découverts, ou poursuivis, vous paroissent, dites-vous, absurdes & d'iniques moyens de régénération.

Quoi ! les infames calomnies répandues contre le Roi , contre la Reine , contre les Princes du Sang , contre les premiers de la Nation , n'étoient que d'absurdes & iniques moyens de régénération ! Quoi ! les prétendus complots d'incendier Paris , de massacrer ses habitans , n'étoient que des fraudes pieuses que les Apôtres de la révolution employoient pour tromper le Peuple ! Ce n'étoient que des fables qu'on répandoit , pour engager ce peuple à s'armer , pour le soulever , pour l'exciter aux forfaits , & vous saviez cet horrible secret ; & on dit que vous êtes cent cinquante , & vous êtes tous Membres de l'Assemblée nationale , & vous ne vous êtes pas levés pour faire entendre la vérité , & vous avez attendu jusqu'à cet instant pour révéler ce mystère d'iniquités ; & la première fois que vous en parlez , c'est le style du persifflage que vous employez pour raconter ces horreurs ! Vous me faites frémir d'indignation !

Le foible citoyen qui , possédant les preuves d'un crime dangereux pour l'Etat , craint encore de le dénoncer , ne mérite peut-être que le mépris qui suit la lâcheté ; mais des Magistrats , des Représentans de la Nation , des hommes inviolables qui souffrent

qu'on trompe leurs Commettans , qu'on emploie l'imposture pour les conduire au crime, qui voient exécuter sous leurs yeux une trame aussi perfide, & qui gardent le silence, sont, à coup sûr, les complices des scélérats qu'ils n'ont pas accusés. Voilà donc l'effet de ces lettres anonymes dont vous nous parlez, de ces listes de proscriptions où vos noms sont écrits. Ces paniques terreurs ont suffi pour vous arrêter; & des menaces, de vaines menaces vous ont fait trahir vos Commettans & votre devoir; & c'est vous dont on vouloit composer ce Sénat qui devoit, dirai-je, gouverner ou dévaster la France!

Non, je ne balance pas à l'avouer; nous avons de grandes obligations à ces Enragés, qui, en se réunissant aux Aristocrates, nous ont préservés de vous avoir pour maîtres.

Vous n'avez jamais fléchi le genou devant le despotisme; croyez-vous donc que nous ne vous connoissions pas, vous, Agens du Ministère, vous, instrumens du Ministre actuel, vous, ses partisans dans l'Assemblée nationale?

Dans quel temps, à quelle époque avez-vous bravé des Ministres puissans? Où sont les preuves de votre patriotisme? Je les cher-

cherois en vain ; je n'apercevrais que les domaines dont vous jouissez , que les échanges abusifs que vous avez obtenus , que les traitemens que vous avez touchés , que les places que vous occupez , que les bénéfices que vous possédez.

Je vois parmi vous cent mille écus de rentes entassées sur la tête d'un seul individu , & dont il jouit aux dépens de l'Etat ; vous êtes surchargés de grâces , & vous osez vous vanter d'avoir bravé les Ministres qui les distribuoient ! Ou soyez plus adroits , ou cessez de vouloir nous abuser.

Vous voulez rendre au Roi tout le pouvoir que lui laisse la Constitution ; & quel pouvoir lui laisse-t-elle ? La permanence de l'Assemblée le renfermoit dans les limites que la Constitution d'Angleterre sagement établies ; mais la création des Municipalités lui enlève le reste de son autorité.

Chargés de la fonction d'enregistrer les édits , les Parlemens ont souvent opposé aux Monarques les plus despotiques une résistance qui a suffi pour arrêter l'exécution de leurs volontés.

Qu'étoit-ce cependant que le pouvoir des Parlemens , auprès de celui que vous accordez

aux Municipalités ? Vous leur attribuez , & la publication des lois , & leur exécution , & la répartition de l'impôt ; elles ont autorité sur les troupes réglées ; elles disposent absolument des Milices ; elles peuvent par conséquent rendre leur résistance imposante , en l'appuyant par la force des armes. Vous flattez-vous qu'elles n'abuseront pas de la puissance & de la force que vous leur confiez ? Pouvez-vous l'espérer ? Pouvez-vous nous citer l'exemple d'un seul homme , d'une seule assemblée d'hommes qui n'ait jamais abusé de son pouvoir ? Et cependant quel moyen rellevoit-il au Roi pour les forcer d'obéir , si elles vouloient résister ?

Vous ne voulez pas du Gouvernement fédératif ; qu'est-ce donc que celui que vous avez établi ? Je vois en France , comme en Hollande , les Provinces gouvernées par des Corps aristocratiques , notamment leurs Magistrats , réglant arbitrairement leurs propres affaires , répartissant à leur gré leur contingent à la constitution générale , ayant dans les Milices nationales , des troupes qui dépendent d'elles seules , dont elles choisissent les officiers , & qui ne connoissent que leurs ordres.

Je vois ces provinces , députant à l'Assemblée nationale , reprenant bientôt , malgré vos décrets , le pouvoir qu'elles avoient jadis , le droit de donner à leurs Mandataires des instructions qu'ils seront obligés de suivre. Si ce n'est pas là le Gouvernement fédératif , qu'entendez-vous donc par ce mot ?

Vous avez voulu , je le suppose , que le peuple fût libre , & vous aviez raison de le vouloir ; mais vous l'avez rendu indépendant , & vous avez fait son malheur. La liberté publique , dont je suis plus partisan que vous-mêmes , exige que le citoyen n'obéisse qu'aux Lois ; mais l'anarchie commence , quand le peuple peut secouer le joug salutaire , quand on a mis entre ses mains des armes qui lui permettent de s'y soustraire , quand on lui a persuadé qu'il a la force nécessaire pour désobéir impunément , quand on a eu l'imprudence ou la scélératesse de lui apprendre à ne mesurer le respect qu'il rend à l'autorité , que sur le degré de force qu'elle peut déployer.

Et cette anarchie regne aujourd'hui dans la France entière ; elle fait le malheur de tous ses habitans. Ce n'est pas , comme vous le savez , à la majorité de la Noblesse qu'il faut

attribuer ce désordre, & vous ne vous êtes pas unis à elle pour l'empêcher.

L'homme du peuple n'est véritablement libre que quand il est dans l'aisance ; c'est alors qu'il n'est plus dépendant de celui qui le fait travailler ; c'est alors que le Marchand, l'Artiste, l'Artisan exigent & obtiennent des égards de ceux-là même qui leur procurent des bénéfices ou des salaires. Ne vous y trompez pas ; c'est à cette même aisance que vous devez attribuer cet air de liberté qu'on voit briller dans les regards d'un Anglois. Vous ne l'apercevrez plus chez l'Ecossois ou l'Irlandois indigent. L'homme du peuple, quand il est pauvre, est soumis, sous quelque Gouvernement que ce soit, à la plus cruelle des dépendances, celle des besoins ; il vit dans l'aisance & dans la liberté, quand l'activité du Commerce lui présente de toutes parts les moyens d'employer avantageusement ses capitaux, son industrie, ses talens ou ses forces.

Quand l'activité du Commerce fait hausser chaque jour le taux des profits & celui des salaires, cette route est la seule qui conduise le peuple à la véritable liberté. Les Anglois l'ont ouverte les premiers ; ils ont eu la gloire

d'inventer cet art sublime, de rendre heureux le peuple qu'ils gouvernoient, de répandre le bonheur jusques dans les dernières classes. Leurs moyens sont connus; ils ont protégé le commerce, animé l'industrie, encouragé l'agriculture.

Ecoliers des Anglois, instruits par leur exemple, vous aviez sous les yeux la conduite & les succès de vos maîtres; vous n'aviez besoin que de les imiter; c'étoit un devoir sacré: qu'avez-vous fait pour le remplir?

Depuis l'époque de vos succès, le commerce est détruit, les manufactures sont sans travail, l'ouvrier ne trouve plus de salaires; les hommes riches qui lui en procuroient, sont, pour la plupart, expatriés, les autres sont ruinés par vos décrets, qui les empêchent de toucher leurs revenus, & par le désordre des finances, qui ne permet pas de payer des rentes sur l'État.

Chargés de réparer ce désordre, votre premier soin devoit être de réformer les abus & de diminuer la dépense, pour l'égaliser à la recette; vous deviez sur-tout vous occuper d'assurer l'exakte perception des impôts, sans laquelle l'ordre ne peut jamais exister dans les finances publiques.

Tel étoit votre devoir : qu'avez-vous fait pour le remplir ?

Vous avez promis au peuple d'abolir la gabelle, avant d'avoir, je ne dirai pas décrété, mais même examiné, discuté les prestations qui devoient la remplacer. Aussi-tôt le peuple, qui ne cherche que des prétextes de ne pas payer les impôts, le peuple a cessé d'acquitter les droits sur le sel. Vous avez vainement essayé de les rétablir provisoirement, la contrebande est devenue générale ; une des parties les plus importantes du revenu public a été détruite, & cette seule faute a augmenté le déficit annuel de 60 millions.

Les suites funestes de cette démarche précipitée auroient dû vous servir de leçon ; cependant vous vous êtes encore empressés d'annoncer le projet de remplacer les Aides par une imposition moins onéreuse. Avant d'avoir examiné si ce remplacement étoit possible, & le peuple s'étant aussi-tôt refusé à payer l'impôt sur les boissons, les recouvrements de la Régie générale, qui montoient à plus de 50 millions, ont presque entièrement cessé.

Vous avez parlé de reculer les barrières,

d'abolir les droits à la circulation ; & sur le champ , les barrières de l'intérieur ont été brûlées ; une partie de celles qui étoient placées aux limites du Royaume , ont été détruites ; les produits de la Régie des Traités & de la Ferme du tabac , ont diminué de plus de 20 millions.

Le nouveau déficit causé par ces décrets , par ces motions prématurées , est déjà de plus de 100 millions.

Si on y joint les dépenses que votre nouvelle administration entraînera nécessairement , dépenses qui monteront , pour le paiement des Députés à l'Assemblée nationale , les frais d'impression & les frais de bureau , à près de 10 millions , qui s'élèveront à une somme infiniment plus forte pour les Départemens & les Districts ;

Si , dis-je , on joint toutes ces différentes sommes au déficit de 160 millions qui existoit au mois d'octobre 1788 , on verra que la différence entre la recette & la dépense est aujourd'hui de plus de 300 millions.

Et on ne doutera pas sans doute que ce désordre ne rende la banqueroute inévitable , si vous n'y apportez promptement des remèdes

medes qui ne sont peut-être plus en votre pouvoir.

L'argent semble avoir disparu de la capitale depuis l'époque de votre Assemblée ; vous êtes forcés maintenant de recourir à la monnoie de papier , à cette ressource honteuse que la plus longue guerre excuseroit à peine , & ne justifieroit pas.

Trois causes différentes ont occasionné cette diminution du numéraire dans Paris & dans la France entière.

La première est la cessation du paiement des impôts.

La seconde est l'inquiétude des Créanciers de l'Etat. Cette inquiétude a décidé les étrangers à retirer les fonds qu'ils avoient placés sur la France.

Ils se sont empressés de vendre & de réaliser les effets dont ils étoient porteurs ; la balance du change a tourné contre nous , & des sommes énormes en métaux monnoyés sont sorties du Royaume pour ce seul objet.

La troisième est la fuite des Citoyens les plus riches que la terreur a forcés de s'expatrier.

J'ai prouvé que la cessation du paiement des impôts ne devoit être attribuée qu'à votre conduite imprudente.

Les inquiétudes que les capitalistes ont conçues, en étoient encore une suite nécessaire. Les créanciers de l'Etat pouvoient-ils n'être pas alarmés, en voyant diminuer le revenu de l'Etat ; unique gage de leurs créances ?

Ne doit-on pas également vous attribuer la fuite de cette foule de François, qui, retirés chez l'étranger, y consomment aujourd'hui leurs revenus ? Ce sont les émeutes populaires, ce sont les excès, les atrocités commises à Paris & dans les Provinces, qui ont occasionné cette émigration ; mais quelle a été la cause de ces émeutes, de ces excès, sinon les prétendus complots qu'on publioit chaque jour, & qui répandoient parmi le Peuple l'épouvante & la fureur ? Vous avouez vous-mêmes que *ces complots imaginés, poursuivis, ou découverts par le Comité des Recherches, n'étoient que d'absurdes & d'inniques moyens de régénération* : c'étoit donc du Comité des Recherches, c'étoit donc du sein de votre Assemblée que sortoient ces fausses

nouvelles, ces bruits alarmans, répandus chaque jour, & dont le but étoit d'effrayer le peuple, de le soulever, & peut-être de l'exciter aux excès qu'il a commis.

C'est au Comité des Recherches qu'il faut par conséquent attribuer la fuite de cette foule de François qui ont porté chez l'étranger des sommes considérables. Vous n'ignoriez pas ces absurdes, ces iniques moyens qu'on employoit pour opérer la prétendue régénération de la France ; cependant vous avez gardé le silence ; vous n'avez pas révélé ces indignes manœuvres, & dès-lors vous en avez été les complices.

Et prenez garde, ce sont vos propres paroles que je vous ai opposées ; c'est vous-mêmes qui vous êtes accusés.

Récapitulons un instant les maux qui accablent la France depuis que vous êtes assemblés.

Le commerce est détruit ; les manufactures, les artistes, les artisans sont sans travail, le numéraire a disparu, la monnoie de papier est établie en France, & tous ces malheurs ont été l'effet des fautes multipliées que vous avez commises.

Vos Cahiers vous ordonnoient de régénérer la Constitution, & vous l'avez détruite.

Vous étiez chargés de rétablir l'ordre dans les Finances, & vous avez augmenté prodigieusement le déficit : vous avez commencé par sanctionner la dette publique ; & le paiement de cette dette, qu'il étoit si facile d'affurer, est devenu, grâces à vous, presque impossible à réaliser.

Vous deviez & vous pouviez sauver la France, & vous l'avez perdue.

J'avoue que ce n'est pas à vous, que ce n'est pas aux Impartiaux seuls qu'on doit attribuer les maux dont nous gémissons ; mais on a droit de vous faire partager les reproches, quand vous avez partagé la faute, quand vous avez voté sans cesse avec ceux qui sont la cause de nos malheurs.

Vous venez aujourd'hui nous annoncer des sentimens plus modérés ; mais avez-vous abandonné les principes qui ont dirigé jusqu'à présent l'Assemblée ? Non, vous les professez encore.

Avez-vous le projet de revenir sur vos pas, de réparer vos erreurs, de rétablir ce que vous avez détruit ? Non, vous annoncez, au

contraire, de nouveaux projet de destruction. Il ne reste plus que les Parlemens, & vous voulez les abolir.

Le déficit est énorme, & vous allez l'augmenter de plus de 24 millions par cette seule opération.

C'est pour avoir négligé l'expérience, c'est pour avoir adopté, comme unique regle, des spéculations abstraites, que vous avez marché d'erreurs en erreurs, de précipices en précipices; & vous vous livrez encore au même esprit de système.

Vous promettez de protéger le commerce; mais j'aperçois parmi vous ces amis des Noirs, dont les rêveries philanthropiques ne tendent pas moins qu'à ruiner tous les négocians, en nous dépouillant de nos Colonies.

Avouez-le, Messieurs, le but que vous vous proposez est de vous rallier des partisans, pour faire reparoître votre projet chéri, votre Chambre haute, qui ne seroit autre chose qu'une Cour pléniere, aussi facile à corrompre, & plus dangereuse que celle que Briene & Lamoignon nous avoient proposée.

C'est ainsi que vous établirez votre éléva-

tion sur l'abaissement de la Noblesse & du Clergé , vos fortunes particulières sur les ruines de la fortune publique ; mais heureusement vous ne pouvez plus séduire ; vous êtes démasqués.

Vous dites qu'une contrerévolution est une absurdité en spéculation , & seroit un malheur affreux , si quelque imbécille osoit la tenter.

Je pense assurément comme vous ; je vais plus loin : je ne balance pas à dire que celui qui essayeroit d'armer des François contre leurs concitoyens , quelque pures que fussent ses intentions , seroit infiniment coupable.

Je dirai plus encore : si la nouvelle constitution fait le bonheur du peuple , si elle assure la tranquillité du Royaume , en vain conspireroit-on contre elle , on ne réussiroit jamais à l'ébranler.

Mais si vous vous êtes trompés ; si , au lieu d'établir un Gouvernement libre , vous avez livré la France à la plus funeste anarchie ; si la nouvelle forme d'administration est plus compliquée , plus dispendieuse , plus vicieuse enfin que celle dont nous nous plaignons depuis si long-temps ; si l'autorité presque arbitraire dont jouiront les Municipalités , a plus

d'inconvéniens encore que celle des intendans ; si cette foule d'élections ne sert qu'à nous habituer aux brigues , à exciter l'ambition & la cupidité , à semer la haine & la division entre les citoyens ; si le système d'imposition que vous adopterez , est plus onéreux pour les peuples que celui que vous voulez abolir ; si les abus , & sur-tout cette déprédation de revenus publics , le plus grand des abus , s'accroît au lieu de diminuer ; s'il n'y a de changement que dans les noms de ceux qui en profiteront ;

Si les erreurs de l'Assemblée ont des effets plus funestes que les fautes mêmes des Ministres ;

Si le peuple , persuadé que le despotisme est un fléau terrible , mais que l'anarchie est plus dangereuse encore , & qu'un Empire aussi vaste que la France ne peut être gouverné que par un Monarque revêtu d'un grand pouvoir ; si le peuple , dis-je , croit s'apercevoir que vous ne lui avez donné qu'un Stathouder ; s'il regrette , je ne dirai pas l'ancienne administration , mais l'ancienne constitution du Royaume , dégagée des abus que le temps avoit introduits ; s'il s'avise de douter de votre

pouvoir constituant ; s'il le cherche dans vos Cahiers, & qu'il n'y trouve aucune trace de ce pouvoir, la révolution est certaine, & tous vos décrets ne l'empêcheront pas.

Ces suppositions sont sans doute permises ; vous n'êtes pas infailibles, vous pouvez vous être trompés, & rien ne peut même garantir le succès de vos opérations, quand vous avez négligé de prendre l'expérience pour guide.

Vous nous avez donné, comme vous le dites vous-mêmes, un Gouvernement tout neuf qui n'a point d'exemple en Europe, qui ne ressemble tout au plus qu'à la Constitution de la Hollande, à cette constitution fédérative, dont les vices sont démontrés par les révolutions si souvent répétées que les Provinces-Unies ont éprouvées.

Votre Constitution n'a pour base que l'esprit de système.

Vous avez suivi le pouvoir administratif, les plans de M. Turgot, qui promettoit sérieusement de régénérer la France en dix ans, si on vouloit perfectionner les petites écoles ; les projets de ce Ministre, dont les vertus étoient au dessus de son siècle, mais dont les talens étoient fort au dessous de sa place.

Vous avez adopté, pour les Finances, le système des économistes, ces sectaires combattus par votre oracle, par M. Necker lui-même, accablés sous le poids des raisonnemens, écrasés par le ridicule, & dont les principes, qu'on commençoit à oublier, ne pouvoient être ressuscités que par des hommes dépourvus de toutes connoissances en Administration.

En essayant ainsi de réaliser les spéculations de M. Turgot & des Economistes, vous faites sur le Royaume une expérience dont le succès est au moins douteux.

Je suis convaincu que si le mécontentement & les réclamations de vos Commettans vous avertissent que vous vous êtes trompés, vous renoncerez vous-même à un système reconnu vicieux.

Mais si vous voulez, par une obstination coupable, entreprendre d'étayer & de soutenir votre ouvrage, vous n'y réussirez pas.

Un pouvoir armé peut forcer l'obéissance; mais un pouvoir, tel que le vôtre, ne règne que par la conviction; & à l'instant où il cesse de persuader, il n'a plus de force, il n'existe plus.

En deux mois, si la Constitution nouvelle est avantageuse à la Nation françoise, rien ne pourra l'ébranler ; mais si elle fait le malheur des peuples, elle s'écroulera bientôt, & rien ne pourra prolonger sa durée.

Ces vérités peuvent vous déplaire ; mais elles étoient utiles, & j'ai dû les publier.





